ÉLECTIONS LÉGISLATIVES
DU 14 JUIN 1981

5ᵉ Circonscription
de la Seine-Maritime

La relève.

Jean-Pierre DENEUVE

Conseiller régional
Conseiller général
Maire de Fécamp

Centriste · Modéré



Michel ROUSSEL

Agriculteur
Maire d'Angerville-Bailleul

Imp. L. DURAND et Fils - Fécamp

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Chers concitoyens normands,

Il ne faut pas rêver.

F. Mitterrand est à l'Élysée pour sept ans et il ne l'abandonnera pas. Mais au soir du 21 juin, le Président de la République risque de se retrouver prisonnier. Ou de son projet socialiste, ou de son encombrant allié, G. Marchais. Ou des deux à la fois.

Face à cette menace, que trouve-t-on ? Un accord signé en deux jours par les états-majors de partis qui se sont déchirés pendant cinq ans. A mon avis, les Français attendent plus qu'un simple « cartel des non » visant à sauver les sièges d'un certain nombre de députés sortants.

C'est une erreur de croire que l'on peut gérer notre pays en opposant un simple front du refus. Dire non à tout, c'est obliger F. Mitterrand à se tourner vers les communistes. Cette politique du pire serait un mauvais coup porté à la France et nous le paierions cher.

• *Contraindre F. Mitterrand à gouverner au centre.*

Voilà la seule réponse conforme à l'intérêt de la France.

Pour atteindre cet objectif, vital pour le pays, les Français vont envoyer au Parlement des hommes nouveaux mais modérés qui ne veulent plus que la France demeure coupée en deux. Je serai de ceux-là.

Naturellement, je me retrouve avec le candidat de l'ancienne majorité sur les grands choix de société. C'est la raison pour laquelle celui-ci s'est engagé au second tour à se désister pour moi. Et réciproquement.

• *Redonner au Pays de Caux sa place.*

C'est mon second objectif.

Les habitants de notre circonscription aspirent à être, de nouveau, défendus et entendus. L'expérience nous montre qu'appartenir au parti du Président pour un député, c'est se contenter de justifier la politique décidée à Paris et non exprimer les besoins de ses concitoyens normands.

Depuis trois ans, je parle en votre nom à Rouen, au Conseil régional et au Conseil général. Demain, si vous m'accordez votre confiance, je veux le faire à Paris.

Ne comptez pas sur moi pour tout accepter. Ou tout rejeter.

Ma volonté est autre :

Faire entendre la voix de notre Pays de Caux

Contraindre Mitterand à gouverner au centre.

Jean Pierre Deneuve.